

Extrait du registre des délibérations de l'Assemblée Générale
Séance du 12 décembre 2024

OBJET : ADMINISTRATION GENERALE - 1 – Modification des statuts –

Délibération n°1

Le douze décembre deux mille vingt-quatre à onze heures, l'Assemblée Générale de l'Établissement Public Foncier local du Dauphiné (EPFL D) s'est réuni sur la convocation et la présidence de Monsieur Laurent AMADIEU.

Nombre d'administrateurs en exercice : **25**

Nombre d'administrateurs présents ou représentés : **19**

Administrateurs présents : 11

M. AMADIEU, Mme BARDIN-RABATEL, M. CORBET, M. MOREAU, Mme PANTEL, M. QUEIROS, M. DESPESSE, Mme MARTIN-GRAND, M. MATHIEU, M. OLLEON ; M. PONCET

Administrateurs absents ayant donné pouvoir : 8

Mme MARDIROSSIAN à M. CORBET ; Mme BELAIR à Mme PANTEL ; M. CLAPPAZ à M. OLLEON ; M. LONGO à M. MOREAU ; M. CROCE à Mme BARDIN-RABATEL ; M. MOCELLIN à M. DESPESSE ; Mme. FAURE à Mme MARTIN-GRAND ; M. TATIN à M. MATHIEU

Administrateurs absents et excusés : 6

Mme CENATIEMPO ; M. BEAU ; M. ARNAUD ; Mme PEJU ; M. PENET ; M. CATTIN

Monsieur Anthony MOREAU a été nommé secrétaire de séance.

Mesdames, Messieurs,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.324-1 et suivants,

Vu la délibération du 26 septembre 2024 de la Communauté de Communes de la Matheysine sollicitant son adhésion à l'EPFL du Dauphiné et nommant ses représentants dans les instances de l'établissement,

Vu la délibération du 21 octobre 2024 de l'Assemblée Générale de l'EPFL du Dauphiné prévoyant les modalités d'adhésion de la Communauté de Communes de la Matheysine,

Vu l'avis favorable du Comité régional de l'habitat et de l'Hébergement à cette adhésion en date du 21 novembre 2024,

Vu l'arrêté préfectoral validant l'évolution du périmètre d'intervention de l'EPFL en date du 4 décembre 2024,

Considérant que :

- L'adhésion de la Communauté de Communes de la Matheysine à l'établissement public foncier local du Dauphiné emporte le retrait automatique des communes de Prunières et Saint Theoffrey, membres de cette communauté de communes et jusqu'à présent adhérentes à l'établissement public foncier local du Dauphiné en tant que communes isolées
- L'intégration de la Communauté de Communes de la Matheysine nécessite une adaptation des statuts de l'établissement public foncier local du Dauphiné pour prendre en compte son nouveau territoire d'intervention ainsi que le nombre de délégués au sein du conseil d'administration
- Les dispositions de l'article L.324-3 du Code de l'Urbanisme prévoient que, tous les membres de l'établissement public foncier local du Dauphiné étant représentés au conseil d'administration, celui-ci exerce les attributions dévolues à l'assemblée générale
- Le Président et les Vice-Présidents se réunissant régulièrement en marge des instances souhaitent la constitution d'un bureau pour organiser cette pratique
- Au regard des évolutions ci-dessus, des articles existants ont été supprimés (composition de l'assemblée générale) ou fusionnés (assemblée générale et conseil d'administration, dissolution et liquidation des biens), d'autres créés (membres et bureau)
- Les statuts de l'établissement public foncier local du Dauphiné doivent explicitement prévoir la possibilité de tenir une instance de manière dématérialisée
- Les statuts de l'établissement public foncier local du Dauphiné peuvent clarifier les cas de conflit d'intérêt où un délégué ne peut prendre part ni aux débats, ni au vote

Il est proposé à l'Assemblée Générale de modifier en conséquence les statuts de l'EPFL.

Après en avoir délibéré, l'Assemblée Générale de l'établissement public foncier local du Dauphiné adopte les statuts tels que présentés en annexe.

Conclusions : adoptées à l'unanimité

Pour extrait conforme,

Le Président,
Laurent AMADIEU

ANNEXE 1



STATUTS

Assemblée Générale du 12 décembre 2024

Sommaire

- Article 1 - Dénomination
- Article 2 - Objet et compétence
- Article 3 - Prérogatives et modalités d'intervention
- Article 4 - Siège
- Article 5 - Durée
- Article 6 - Membres
- Article 7 - Territoire d'intervention
- Article 8 - Assemblée générale
- Article 9 - Conseil d'administration
- Article 10 - Bureau
- Article 11 - Président
- Article 12 - Directeur
- Article 13 - Programme pluriannuel d'intervention (PPI)
- Article 14 - Recettes financières
- Article 15 - Contrôle des actes
- Article 16 - Comptabilité
- Article 17 - Modalités d'adhésion
- Article 18 - Modalités de retrait
- Article 19 - Dissolution et liquidation

Annexe I - arrêtés préfectoraux concernant l'évolution des statuts de l'Établissement Public Foncier Local du Dauphiné - liste chronologique

Annexe II - carte des périmètres de compétence et de pertinence de l'Établissement Public Foncier Local du Dauphiné

Article 1 - Dénomination

La dénomination est « Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné », ci-après dénommé établissement public foncier.

Article 2 - Objet et compétence

L'établissement public foncier, créé par arrêté préfectoral n°2002-11232 du 31 octobre 2002, conformément aux articles L324-1 et suivants du Code de l'Urbanisme, est un établissement à caractère industriel et commercial, doté de la personnalité morale et de l'autonomie juridique et financière.

L'établissement public foncier est compétent pour réaliser, pour son compte ou celui de ses membres ou de toute personne publique, toute acquisition foncière (bâtie ou non) en vue de la constitution de réserves foncières en application des articles L. 221-1 et L. 221-2 du code de l'urbanisme.

L'établissement public foncier intervient sur le territoire des établissements publics de coopération intercommunale qui en sont membres et, à titre exceptionnel, il peut intervenir à l'extérieur de ce territoire, soit pour des acquisitions nécessaires à des actions ou opérations menées à l'intérieur de celui-ci soit, à la demande de l'Etat, du Conseil Départemental de l'Isère ou du Conseil Régional Auvergne Rhône-Alpes, pour des acquisitions requérant une compétence spécifique que seul l'établissement public foncier peut apporter.

Les acquisitions et cessions foncières et immobilières réalisées par l'établissement public foncier pour son propre compte ou pour le compte d'une collectivité territoriale, d'un établissement public de coopération intercommunale ou d'un syndicat mixte sont soumises aux dispositions relatives à la transparence des opérations immobilières de ces collectivités ou établissements.

L'établissement public foncier, crée en considération d'enjeux d'intérêt général en matière d'aménagement et de développement durable, est compétent pour réaliser des opérations d'aménagement au sens de l'article L 300-1 du même code, ou les acquisitions foncières nécessaires à la protection des espaces agricoles et naturels périurbains et urbains.

L'établissement public foncier est habilité à créer des filiales et à acquérir ou céder des participations dans des sociétés, groupements ou organismes dont l'objet concourt à la réalisation de ses missions.

Les délibérations du conseil d'administration relatives à la création de filiales et aux acquisitions ou cessions de participations sont soumises à la seule approbation du représentant de l'Etat dans la région (article L 324-10 du code de l'urbanisme).

Article 3 - Prerogatives et modalités d'intervention

Pour la réalisation des objets définis par les présents statuts, l'établissement public foncier peut, dans les cas et conditions prévus par la loi et la réglementation, acquérir des biens immobiliers et fonciers par voie de négociation amiable, expropriation ou préemption (par délégation du titulaire ou du préfet).

L'établissement public foncier peut aussi gérer pour le compte des collectivités, l'exercice du droit de priorité, agir dans le cadre des emplacements réservés et gérer les procédures de délaissement.

L'établissement public foncier peut appuyer les communes et les établissements publics de coopérations intercommunales, en matière d'observation foncière, notamment dans le cadre des observatoires de l'habitat et du foncier.

Dans les zones de protection contre les risques, y compris hors du périmètre d'intervention de l'établissement public foncier, ce dernier peut intervenir à la demande de l'Etat, et avec l'accord de la commune et l'établissement public de coopération intercommunale, pour mener toutes démarches d'acquisition, à l'amiable, par préemption ou expropriation.

L'établissement public foncier est fondé à réaliser tous types d'interventions et de travaux sur les biens dont il est propriétaire, des actes de gestion courante, les obligations du propriétaire, des travaux de maintenance, mise aux normes ou remise en état, des travaux de sécurisation ou conservation de bâtiment, des travaux de déconstruction, désamiantage ou dépollution, etc.

Toute opération d'action foncière de l'établissement public foncier est réalisée en accord avec la collectivité locale garante du portage et, dans le cas où celle-ci est l'établissement public de coopération intercommunale, avec l'avis favorable de la commune sur le territoire de laquelle l'opération est envisagée. Cet avis est réputé donné dans un délai de deux mois à compter de la saisine de la commune.

Article 4 - Sièg

Le siège de l'établissement public foncier est situé 44 avenue Marcelin Berthelot 38100 GRENOBLE. Il pourra être modifié par une décision du Conseil d'administration de l'établissement public foncier modifiant les statuts en conséquence.

Article 5 - Durée

L'établissement public foncier est créé pour une durée illimitée.

Article 6 - Membres adhérents

Les membres qui adhèrent à l'établissement public foncier sont les suivants :

- Métropole de Grenoble Alpes Métropole (membre fondateur) ;
- Conseil Départemental de l'Isère (membre fondateur) ;
- Conseil Régional Auvergne Rhône-Alpes (membre fondateur) ;
- Communauté d'agglomération du Pays Voironnais ;
- Communauté de communes Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté ;
- Communauté de communes de Bièvre Est ;
- Communauté de communes du Massif du Vercors ;
- Communauté de communes Le Grésivaudan
- Communauté de communes de la Matheysine.

Article 7 - Territoire d'intervention

En dehors des cas prévus à l'article 2, l'établissement public foncier est compétent pour intervenir sur le territoire constitué de l'agglomération des territoires des établissements publics de coopération intercommunale suivants :

- Métropole de Grenoble Alpes Métropole ;
- Communauté d'agglomération du Pays Voironnais ;
- Communauté de communes Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté ;
- Communauté de communes de Bièvre Est ;
- Communauté de communes du Massif du Vercors ;
- Communauté de communes Le Grésivaudan
- Communauté de communes de la Matheysine.

Ce territoire d'intervention a vocation à s'étendre pour constituer un territoire de pertinence plus vaste (détaillé en annexe II) intégrant à minima les territoires des établissements publics de coopération intercommunale limitrophes qui n'adhèrent à un autre établissement public foncier.

Article 8 - Assemblée générale

En application des dispositions prévues à l'article L.324-3 du Code de l'Urbanisme, tous les membres de l'établissement public foncier étant représentés au conseil d'administration, celui-ci exerce les attributions dévolues à l'assemblée générale.

Article 9 – Conseil d'administration

1- Composition

Les nombres de délégués titulaires et suppléants par membres sont les suivants :

Membres	Titulaires	Suppléants
Métropole Grenoble Alpes Métropole	8	0
Conseil départemental de l'Isère	1	1
Conseil Régional Rhône-Alpes	1	1
Communauté d'agglomération du Pays Voironnais	2	0
Communauté de communes Saint-Marcellin Vercors Isère	1	1
Communauté de communes de Bièvre Est	1	1
Communauté de communes du Massif du Vercors	1	1
Communauté de communes Le Grésivaudan	2	0
Communauté de communes de la Matheysine	1	1

Le comptable de l'établissement public foncier, nommé par le préfet, ainsi que le directeur départemental des territoires, sont invités à participer systématiquement au conseil d'administration, sans voix délibérative.

De même, sur proposition du président ou du directeur, et selon les sujets abordés, peuvent être invités à participer au conseil d'administration, sans voix délibérative, les représentants de partenaires en lien avec les activités de l'établissement public foncier, tels que l'agence d'urbanisme, le CAUE, la SAFER, le SCOT, la CCI.

2- Prérogatives

Le Conseil d'administration règle par ses délibérations les affaires de l'établissement public foncier. Ces délibérations résultent de ses prérogatives et sont prises à des majorités qualifiées différentes selon les cas.

Les délibérations suivantes sont prises à la majorité qualifiée des deux tiers des délégués présents ou représentés lorsque le conseil d'administration doit décider de :

- Modifier les statuts de l'établissement public foncier.
- Statuer sur des demandes d'adhésion ou de retrait de membres.
- Dissoudre l'établissement public foncier.

Les délibérations suivantes sont prises à la majorité simple des délégués présents ou représentés lorsque le conseil d'administration doit décider de :

- Élire en son sein un président,

- Élire en son sein des vice-présidents qui, par ordre de nomination, pourront assumer l'intérim du président et qui avec ce dernier, constitueront le bureau de l'établissement public foncier (au maximum 1 vice-président par établissement public de coopération intercommunale membre).
- Élire en son sein ses représentants à la commission d'appel d'offre de l'établissement public foncier (5 titulaires et 5 suppléants).
- Nommer le directeur sur proposition du président et mettre fin à ses fonctions dans les mêmes conditions.
- Déterminer l'orientation de la politique à suivre, fixer le programme pluriannuel d'intervention et ses tranches annuelles, et procéder à leur révision.
- Voter l'état prévisionnel des recettes et des dépenses, autoriser les emprunts, approuver les comptes et se prononcer sur l'affectation des résultats.
- Délibérer sur les modalités de mise en œuvre du programme pluriannuel d'intervention, notamment les conditions d'acquisition, de portage, de cession, etc.
- Voter le produit de la taxe spéciale d'équipement à percevoir dans l'année.

3- Fonctionnement

Le conseil d'administration se réunit au moins deux fois par an, en présentiel et exceptionnellement, en cas de nécessité, de manière dématérialisée.

Le conseil d'administration est composé de délégués représentant des membres de l'établissement public foncier.

Le conseil d'administration délibère valablement lorsque la majorité des délégués sont présents ou représentés.

Si le quorum n'est pas atteint, le conseil d'administration est de nouveau convoqué avec le même ordre du jour dans un délai de 10 jours. Le conseil d'administration délibère alors valablement quel que soit le nombre de délégués présents et/ou représentés.

Un délégué empêché d'assister à une séance peut se faire représenter par son suppléant ou, à défaut, transmettre un pouvoir à un autre délégué de son choix, titulaire ou suppléant. Un délégué ne peut être porteur que d'un seul pouvoir.

Chaque délégué est titulaire d'une voix.

Les délibérations sont prises à la majorité (simple ou qualifiée selon les cas) des suffrages exprimés. Seuls sont comptabilisés comme étant des suffrages exprimés, les suffrages exprimant une position favorable ou défavorable au projet de délibération, « pour » ou « contre » ; les abstentions ou refus de vote étant sans incidence sur l'adoption de la délibération.

Un délégué ne peut prendre part aux débats, ni aux votes dans les cas suivants de conflit d'intérêt :

- Lorsque le délégué a un intérêt personnel distinct des intérêts de l'établissement public foncier et est personnellement intéressé par le vote,
- Lorsque le conseil d'administration se prononce sur un avantage financier (minoration du prix de cession, subvention, participation financière, prestation de service, etc.) intéressant la collectivité territoriale, l'établissement public de coopération intercommunale ou la personne morale qu'il représente.

Les votes ont lieu à main levée ou si plus de la moitié des membres présents ou représentés le demandent, au scrutin secret. En cas d'égalité des voix, celle du Président sera prépondérante.

Les délégués ne peuvent en aucun cas prêter leur concours à titre onéreux à l'établissement public foncier, ni prendre ou conserver aucun intérêt, occuper aucune fonction dans les entreprises privées traitant avec celui-ci, ou assurer des prestations pour ces entreprises.

4- Renouvellement des délégués

Le mandat des délégués suit, quant à sa durée, le sort des organes délibérants qui les ont désignés.

Le conseil d'administration est renouvelé intégralement à la suite du renouvellement général des conseils municipaux et du renouvellement des conseils des EPCI membres. Pour autant, le président ainsi que le conseil d'administration de la mandature antérieure continuent d'exercer leurs fonctions jusqu'à la première réunion du conseil d'administration suivant le renouvellement de ses membres.

Le président de la mandature antérieure (ou en cas d'absence ou d'empêchement, un vice-président sortant pris dans l'ordre de nomination) est chargé de convoquer et présider le conseil d'administration d'installation ainsi que le suivant.

Le président et les vice-présidents, hormis s'ils relèvent d'une instance ou d'un collège renouvelé en cours de mandat, sont élus lors de chaque renouvellement intégral du conseil d'administration.

En cas de changement de délégué ou lors du renouvellement des délégués en cours de mandat, le conseil d'administration prend acte de la désignation de ces nouveaux membres et poursuit son mandat sans renouvellement intégral. Dans ce cas, le mandat d'un nouveau délégué court jusqu'à la date normale d'expiration du mandat de son prédécesseur.

Article 10 – Bureau

Le bureau est constitué du président et des vice-présidents désignés par le conseil d'administration.

Le bureau ne dispose pas de pouvoir de délibération.

Le bureau se réunit en préparation ou complément du conseil d'administration de l'établissement public foncier, sur demande du président et en présence du directeur ou son représentant.

Le bureau a pour vocation d'examiner et débattre de points divers, apportés par ses membres ou le directeur, tels que les enjeux liés au pilotage stratégique de l'établissement public foncier, au fonctionnement général, à la communication externe ou la représentation ou la participation à des manifestations, aux relations avec l'association des EPFL de France, etc.

Article 11 - Président

Le président de l'établissement public foncier exerce les pouvoirs suivants :

- Il convoque le conseil d'administration, fixe l'ordre du jour et dirige les débats,
- Il présente le budget, les orientations à moyen terme et le programme annuel d'intervention,
- Il propose au conseil d'administration la nomination du directeur ou sa révocation.

Le président est l'interlocuteur hiérarchique du directeur.

Article 12 –Directeur

Le directeur de l'établissement public foncier exerce les fonctions suivantes :

- Il est l'ordonnateur des dépenses et des recettes,
- Il représente de l'établissement public foncier en justice et dans tous les actes de la vie civile,
- Il passe des contrats et signe tous les actes pris au nom de l'établissement,
- Il prépare et exécute les décisions de l'assemblée générale et du conseil d'administration,
- Il recrute le personnel et a autorité sur lui,
- Il préside la commission d'appel d'offre,

- Il peut déléguer sa signature.

La fonction de directeur est incompatible avec celle de délégué au conseil d'administration.

Par délégation du conseil d'administration, le directeur est chargé au nom de l'établissement public foncier, d'exercer les droits de priorité et de préemption dont ce dernier est délégataire ou titulaire, d'agir dans le cadre des emplacements réservés et de gérer les procédures de délaissement. Il rend compte de cet exercice au conseil d'administration à chacune de ses réunions.

Article 13 - Programme pluriannuel d'intervention (PPI)

Les activités de l'établissement public foncier s'exercent dans le cadre d'un programme pluriannuel d'intervention établi pour une durée de 5 ans :

- Le PPI définit les orientations et actions à développer, leurs modalités de mise en œuvre,
- Le PPI précise les conditions de son financement et notamment le volume des cessions foncières et leurs natures propres à garantir des usages conformes aux missions de l'établissement public foncier.

Le PPI est élaboré en tenant compte des besoins exprimés par les collectivités adhérentes, en cohérence avec les documents de planification urbaine, les programmes locaux de l'habitat (PLH), les schémas d'accueil des entreprises, etc.

Article 14 - Recettes financières

L'établissement public foncier peut percevoir tout ou partie des recettes suivantes :

- Le produit de la taxe spéciale d'équipement (article 1607 bis du code général des impôts),
- Le produit de la vente des biens et droits mobiliers et immobiliers,
- La contribution prévue à l'article L 302-7 du Code de la construction et de l'habitation,
- Les contributions qui lui sont accordées par l'État, les collectivités locales et les établissements publics ainsi que toutes autres personnes morales publiques ou privées intéressées,
- Les emprunts,
- La rémunération de ses prestations de services, les produits financiers, le produit de la gestion des biens entrés dans son patrimoine,
- Le produit des dons et legs.

Article 15 - Contrôle des actes

Les actes et délibérations de l'établissement public foncier sont soumis au contrôle de légalité prévu par les articles L. 2131-1 à L. 2131-13 du code général des collectivités territoriales.

Article 16 - Comptabilité

Le comptable de l'établissement public foncier est un comptable public de l'État nommé par le préfet après avis conforme du directeur départemental des finances publiques.

Les dispositions des articles L. 1617-2, L. 1617-3 et L. 1617-5 du code général des collectivités territoriales sont applicables à l'établissement public foncier. Celui-ci est, en outre, soumis à la première partie du livre II du code des juridictions financières.

Article 17 - Modalités d'adhésion

Peut demander son adhésion à l'établissement public foncier, tout établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre. Une commune seule ne peut pas adhérer à l'établissement public foncier.

La qualité d'adhérent de l'établissement public foncier entraîne l'acceptation de :

- Les modalités de fonctionnement et les prérogatives de l'établissement public foncier telles que définies dans les présents statuts,
- La mise en œuvre de la Taxe Spéciale d'Équipement dans les conditions définies par le Code Général des Impôts.

Article 18 - Modalités de retrait

Tout membre peut demander son retrait de l'établissement public foncier. Le membre démissionnaire doit notifier sa demande de retrait à l'Etablissement public foncier par lettre avec accusé de réception.

La délibération du conseil d'administration approuvant une demande de retrait est alors notifiée au membre démissionnaire en spécifiant les modalités financières de ce retrait.

Le membre démissionnaire dispose alors d'un délai de six mois, à compter de ladite notification, pour faire connaître son avis définitif.

Le retrait dudit membre démissionnaire n'est accepté qu'à la suite d'une délibération rendue par le conseil d'administration, acceptant l'offre dudit membre.

A dater de la notification du retrait, les délégués du membre démissionnaire concerné ne siègent plus au conseil d'administration.

La radiation définitive ne prend effet que trois exercices pleins après la décision des assemblées délibérantes et, le cas échéant, après le rachat par le membre démissionnaire de l'ensemble des biens encore en portage situés sur son territoire, qu'ils soient sous garantie de portage d'une commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale. Pendant cette période, la taxe spéciale d'équipement sera maintenue sur l'EPCI demandant son retrait de l'établissement public foncier.

Article 19 – Dissolution et liquidation des biens

L'établissement public foncier est dissout par décision du conseil d'administration. Le vote s'effectue à la majorité des deux tiers des délégués, présents ou représentés.

Après constatation que la demande de dissolution a été décidée, le conseil d'administration définit les dispositions relatives à la liquidation de l'établissement public foncier dans les conditions suivantes :

- Vendre la totalité des biens de l'établissement public foncier aux collectivités qui en faisaient partie, ou à tout autre acquéreur choisi par elles,
- Rembourser les emprunts et dettes aux créanciers.
- Réclamer les dettes dues par les divers débiteurs de l'établissement public foncier ;
- Répartir les actifs ou passifs restants entre les membres non démissionnaires au moment de la dissolution en fonction de leur participation financière, c'est-à-dire des cotisations des contribuables et des dotations qu'ils auront versées.

Le conseil d'Administration transmet ses propositions au préfet qui prononce la dissolution de l'établissement public foncier par arrêté publié au recueil des actes administratifs.

Cet arrêté détermine, sous réserve des droits des tiers, les conditions dans lesquelles l'établissement public foncier est liquidé.

Annexe I – arrêtés préfectoraux concernant l'évolution des statuts de l'Établissement Public Foncier Local du Dauphiné - liste chronologique

- Arrêté préfectoral n°2002 – 11323 du 31 octobre 2002 relatif à la création de l'Établissement Public Foncier Local de la Région Grenobloise,
- Arrêté préfectoral n°2004–14439 du 23 novembre 2004 relatif à l'adhésion de la commune du Sappey en Chartreuse,
- Arrêté préfectoral n°2004-15867 du 23 décembre 2004 relatif à la modification du périmètre de l'EPFL.RG – Retrait de Bresson applicable au 01 janvier 2005,
- Arrêté préfectoral n°2005-12786 du 27 octobre 2005 relatif à la modification de la composition des instances de l'EPFL.RG et des modalités de décompte des voix,
- Arrêté préfectoral n°2006-05117 du 22 juin 2006 relatif à l'adhésion de la commune de Saint Théoffrey,
- Arrêté préfectoral n°2009-04058 du 11 mai 2009 relatif à l'adhésion de la commune de Saint Pierre de Chartreuse et à l'actualisation et la modification des statuts,
- Arrêté préfectoral n°2011308-0053 du 04 novembre 2011 relatif à l'adhésion de la communauté d'agglomération du Pays Voironnais et à l'actualisation et la modification des statuts,
- Arrêté préfectoral n°2012303-0011 en date du 29 octobre 2012 relatif à l'adhésion de la communauté de communes du Pays de Saint Marcellin et de la communauté de communes de Vinay,
- Arrêté préfectoral n°2012361-0032 en date du 26 décembre 2012 relatif à l'adhésion des communes de Montaud, La Rivière et St Quentin sur Isère,
- Arrêté préfectoral n°2013171-0006 en date du 20 juin 2013 relatif à l'adhésion des communes de Autrans, Méaudre, Mont Saint Martin, Prunières et de la Communauté de communes du Sud Grenoblois,
- Arrêté préfectoral n°2013357-0003 en date du 23 décembre 2013 relatif à l'adhésion des communes de Sarcenas, Proveysieux et Quaix en Chartreuse,
- Arrêté préfectoral n°2014345-0013 en date du 11 décembre 2014 relatif à l'adhésion de la Communauté de communes Bièvre Est,
- Arrêté préfectoral n°2015027-0014 en date du 27 janvier 2015 relatif au retrait de la Commune de Saint Pierre de Chartreuse,
- Arrêté préfectoral n°38-2016-12-06-007 en date du 06 décembre 2016 relatif à la fusion des Communautés de communes Chambaran Vinay Vercors, du Pays de Saint Marcellin et de la Bourne à l'Isère,
- Arrêté préfectoral n°38-2017-04-25-001 en date du 25 avril 2017 relatif à l'appellation de la nouvelle intercommunalité créée en Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté,
- Arrêté préfectoral n°17-266 en date du 07 juin 2017 relatif l'adhésion de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté,
- Arrêté préfectoral n° 22-340 en date du 22 novembre 2022 relatif à l'adhésion de la communauté de communes du Massif du Vercors,
- Arrêté préfectoral n° 23-361 en date du 1^{er} décembre 2023 relatif à l'adhésion de la communauté de communes le Grésivaudan,
- Arrêté préfectoral n° 24-294 en date du 4 décembre 2024 relatif à l'adhésion de la communauté de communes de la Matheysine.

Annexe II : carte des périmètres de compétence et de pertinence de l'Établissement Public Foncier Local du Dauphiné

